

longuement sur l'*Obersalzberg*, en montrant comment d'un lieu de détente à l'origine, celui-ci devient peu à peu le second centre de commandement du Reich.

L'unité thématique du septième chapitre est plus évidente. Dans celui-ci, l'auteur se penche sur la manière dont l'administration nazie, d'abord prudente, met en œuvre des trésors d'attentions, mais aussi de subtiles méthodes d'espionnage, afin de séduire les diplomates étrangers. Les entretiens avec ces derniers font l'objet d'une préparation minutieuse et les diplomates sont régulièrement invités aux grandes manifestations du régime, comme pour les 50 ans d'Hitler en 1939. Cette stratégie paie même si les représentants de certains pays, parmi lesquels la France les États-Unis, demeurent méfiants jusqu'à l'entrée en guerre. La pratique des privilèges et des cadeaux est peu à peu généralisée hors des frontières allemandes, tandis que le personnel de l'*Auswärtiges Amt* subit également la mise au pas et que tout l'appareil diplomatique est placé sous contrôle politique.

Dans le huitième chapitre, l'auteur reprend son cheminement chronologique en s'intéressant à la période de la guerre. Il souligne la manière dont le rationnement progressivement imposé à la population ne touche pas les hautes sphères du pouvoir. Dans un contexte de plus en plus difficile, le régime se livre à un exercice périlleux : il s'agit de maintenir la population sous tutelle idéologique, tout en consentant quelques exceptions afin que le peuple ne perde pas espoir. À ce titre, l'exemple du jazz est parlant : interdit officiellement, il est joué officieusement. Les élites, elles, ne se privent nullement des plaisirs qu'elles condamnent ; et elles se laissent enivrer, la guerre avançant, par un parfum de décadence. À partir de 1942, la mort, devenue courante, devient un nouvel axe de mobilisation idéologique pour promouvoir le régime : les morts au combat sont célébrés. Tandis qu'à l'étranger, les dignitaires nazis réussissent à constituer autour d'eux une vie mondaine proche de celle qu'ils connaissaient en Allemagne, le cercle de proches d'Hitler se restreint sensiblement à mesure que l'Allemagne s'empêtre dans la guerre.

Pour Fabrice d'Almeida, par le biais des relations interpersonnelles, la vie mondaine a permis la mise en conformité des élites dirigeantes. Il y a eu modification des canaux de fonctionnement traditionnels – hérités notamment de la noblesse – et réorganisation de ceux-ci autour du NSDAP. Ce processus a abouti à une personnalisation des relations de pouvoir ; par le biais notamment de la rationalisation des pratiques

de dons/contre dons, qui contribuaient à structurer hiérarchiquement la société des élites, alors même que celles-ci demeuraient très hétérogènes dans leur composition sociale. On ne peut que souscrire à l'entreprise de l'auteur qui, en jetant un regard transversal sur les pratiques des gens du monde, réussit à mettre au jour les traces de formes de sociabilité ayant contribué à l'ancrage et à l'acceptation des valeurs du régime autoritaire dans la psychologie collective des élites d'un pays et, par extension, d'une grande partie d'un peuple. Cependant, le lecteur est tenté de regretter l'hétérogénéité thématique de certains chapitres ou le manque de linéarité chronologique de l'ensemble de l'ouvrage – pourtant remarquablement écrit. On demeure néanmoins admiratif de la manière dont l'auteur réussit à saisir la mondanité, objet protéiforme s'il en est, sous tous les angles. Une histoire du « détail », de l'« anecdote » ne peut bien entendu se passer d'une historiographie plus structurelle, mais cette histoire de la mondanité sous le nazisme vient néanmoins éclairer cette période sous un jour nouveau en y apportant des nuances et en dévoilant certains des mécanismes qui ont contribué à l'avènement du nazisme. En ce sens, la lecture de l'ouvrage de Fabrice d'Almeida se révèle nécessaire et profitable à tout lecteur désireux d'approfondir l'étude de cette période funeste de l'histoire allemande.

Sébastien Rival

CÉGIL, université Paul Verlaine-Metz
Université de la Sarre
se.rival@mx.uni-saarland.de

Yves JEANNERET, *Penser la trivialité. Volume I : La vie triviale des êtres culturels*.

Paris, Éd. Hermès-Lavoisier, coll. Communication, médiation et construits sociaux, 2008, 266 p.

Le titre de cet ouvrage indique le projet d'Yves Jeanneret, mûri depuis des années, de faire une « somme » autour de la circulation, dans la société, de ce qu'il nomme des êtres culturels, c'est à dire les idées et les objets – « nos savoirs, nos valeurs morales, nos catégories politiques, nos expériences esthétiques » – qui ne peuvent se transmettre, dans leur « cheminement à travers les carrefours de la vie sociale », sans se métamorphoser ; sans produire du nouveau, sans se charger de valeur. C'est ce phénomène qu'Yves Jeanneret nomme « trivialité », terme entendu sans la valeur péjorative qui lui est habituellement attribuée. Dans mot de « trivialité », il faut entendre la transmission, la traduction, l'interprétation, la tradition, mais aussi

et surtout davantage que la somme de ces idées. Les objets deviennent culturels du fait même de leur circulation créative. Les deux notions d'êtres culturels et de trivialité s'interdéfinissent donc : les premiers proviennent de processus sociaux, ce sont les « complexes » constitués d'objets, de textes et de représentations associés qui se diffusent à travers la société et évoluent avec le temps, les milieux dans lesquels ils naissent, se développent ou s'intègrent. Ce sont donc des « mixtes d'objets, de représentations, et de pratiques ». La problématique de la trivialité, qu'Yves Jeanneret construit depuis déjà quelques années, ouvre de nouvelles pistes pour reprendre des questions assez usuelles en sciences sociales et, en particulier, celles des sciences de l'information et de la communication, parce que les actes de communication sont nécessaires à l'appropriation des êtres culturels, à leur existence sociale même. Nous voyons sans cesse la circulation, le partage et le détournement des idées, mais comment pouvons-nous les « penser » ? C'est l'objectif, évidemment fort ambitieux, mais fort peu prétentieux, de ce premier volume qui devrait être suivi assez rapidement d'un autre sur la circulation des pouvoirs et des valeurs. Cette perspective impose une démultiplication des niveaux d'analyse qui permettent de faire le lien entre les logiques sociales, le problème des constructions intellectuelles et celui des ressources symboliques. En somme, c'est donc la communication même qu'il constitue en objet de recherche, s'appuyant sur la lecture critique d'une foule impressionnante de travaux issus de diverses disciplines, et aussi de nombreuses thèses encore inédites dont il signale les interrogations et les apports, chose assez rare pour qu'on la signale. Yves Jeanneret construit donc cette entreprise d'abord comme un parcours critique qui met en lumière les caractéristiques de cet objet bien davantage qu'une « théorie générale » de la communication qu'il récuse autant que l'a fait naguère Bernard Miège. Cela explique la structuration fragmentée de cet ouvrage, en cinq niveaux ou cinq strates de problématisation qui fournissent chacun un chapitre.

Le premier est consacré à trois conceptions de la circulation des idées : la propagation avec Gabriel Tarde, la transmission avec la médiologie, et la reproduction avec la sémio-linguistique. Gabriel Tarde place la communication au centre de la société (à la genèse du social) sans rien élucider de la façon dont on communique, ce qui en fait une arme utile contre le sociologisme qui manipule des entités sociales supposées réelles ; mais la pensée de Gabriel Tarde néglige la pragmatique (rôle des situations),

la rhétorique (nécessaire à la transmission), et l'herméneutique (les sujets interprètent autant qu'ils enregistrent). Ce n'est pas parce que la mise en contact est la clé de la communication qu'on peut négliger la nature concrète des médiations, des dispositifs, des textes, des constructions sociales.

Le point de vue médiologique, mettant l'accent sur le médium plutôt que sur le contact, et sur la médiation plutôt que sur les médias, corrige les manques de cette démarche, donnant de la valeur à tout ce qui avait été négligé jusque-là : il se concentre sur l'idée de transmission, la distinguant de la communication, comme on sait. Ainsi Régis Debray est-il le premier à mettre au jour la question de la trivialité culturelle, postulant que la transmission, c'est le pouvoir (et non un de ses prolongements). L'aspect matériel de la culture est donc mis en évidence et étudié en fonction de son contexte. Mais ce n'est pas la même chose de se déplacer en train ou à bicyclette, et d'échanger des documents et des signes avec un livre. La médiologie n'arrive donc pas à distinguer sans les dissocier, la dimension logistique et la dimension sémiotique de la trivialité. En outre, au-delà du rythme ternaire des médiasphères, la bipolarité de la matière organisée et de l'organisation matérialisée ainsi que la dualité du technique – temps court – et de l'ethnique – temps long – escamotent la médiation et l'interprétation.

C'est donc en relisant la sémiotique développée par Roland Barthes qu'Yves Jeanneret peut compléter en partie cette première définition (reprise au quatrième chapitre). Proche de Paolo Fabbri – dont *Le tournant sémiotique* (Paris, Éd. Hermès-Lavoisier, 2008 [2001]) a été réédité par le même éditeur, dans la collection « Forme et sens » –, Yves Jeanneret plaide pour une sémiologie ouverte, susceptible de réconcilier les apports de Peirce et de Saussure. Jeanneret reprend, après Eliséo Veron, le caractère discontinu de tout processus d'interprétation, qui ne peut se définir de la même façon en production et en reconnaissance. Cette réflexion impose un questionnement sur la construction du sens ainsi qu'une redéfinition du projet sémiotique. Elle souligne l'importance du travail de réécriture des textes et la question de la reproduction.

Cette problématique de la réécriture conduit Yves Jeanneret à s'intéresser aux disciplines de l'archive, objet du deuxième chapitre qui examine les objets, les gestes et les techniques par lesquelles les êtres culturels sont transcrits, conservés, transformés. Les pratiques humaines sont le fruit de l'histoire et sont « porteuses de créativité » ; les enjeux des disciplines

de l'archive sont de reprendre et de transformer, selon des normes prédéfinies, toutes les productions culturelles humaines. S'intéresser au discours, tel que le pense Michel Foucault, permet d'en comprendre les fonctionnements, car cette approche témoigne de la nature des réappropriations et des transformations des êtres culturels : l'énonciation et la répétition affirment et confirment l'existence des êtres culturels. Michel Foucault a conceptualisé ce qu'Yves Jeanneret nomme triviale grâce à la notion d'archive. Pour lui, la triviale contribue à la construction des rapports de savoir et de pouvoir, et l'archive est un processus permettant de saisir la dynamique historique des pratiques. Or, la médiation, les métiers et les opérations de l'archive sont fondamentalement politiques car ils « définissent un certain pouvoir-faire de la culture », à quoi sera consacré le second volume.

L'auteur s'interroge sur le rapport entre objet concret, objet scientifique et objet de recherche, et veut démontrer la pluralité des médiations de la triviale. Les questions du texte et de la textualité, intimement liées à celle de l'archive, le conduisent à s'interroger sur la mise en forme de la culture. Il s'appuie sur le cas du livre. Le texte matérialise des formes rhétoriques de l'expression mais permet aussi la médiation symbolique et détermine la dynamique des cultures. Selon le chercheur, il est le moyen d'accéder à la complexité du rapport entre un objet technologique (le livre) et une pratique culturelle (la lecture). En effet, la lecture est à la fois conditionnée par le livre et les représentations qui lui sont associées. C'est une rencontre entre l'individuel et le collectif qui participe à la culture du « devoir lire » : l'élaboration symbolique des êtres culturels, l'importance des moyens développés par les sociétés pour inscrire des figures de la pratique, le rôle structurant de la transformation dans les disciplines de l'archive (voir l'industrialisation des disciplines de la réécriture qu'on nomme « société de l'information »).

C'est l'appropriation sociale des objets qui fait le cœur du troisième chapitre, consacré à la multiplicité des usages dont la culture fait l'objet, et que le chercheur, en bon helléniste, nomme « polychrésie ». On y trouve d'abord une réflexion approfondie sur le phénomène de l'altération, à la fois dans la circulation sociale des productions culturelles et dans leur transformation ; puis Yves Jeanneret examine les carrefours des définitions des logiques communicationnelles ; ce parcours, plus socio-anthropologique, ouvre une réflexion sur le jeu des postures culturelles et l'instabilité des objets. D'abord, donc, la communication est une altération, examinée

à partir de trois postures théoriques : le point de vue poétique de Daniel Dubuisson qui articule textualité et hétérogénéité : texte, hypertexte (« masse disparate et insaisissable des productions humaines ») et corpus (« ensemble structuré de textes dotés d'un statut ») s'interdéfinissent continuellement, entraînant une évolution de la culture telle que les productions textuelles articulent hétérogénéité et unification. Le point de vue polémologique de Michel de Certeau qui affirme la conflictualité créative des pratiques culturelles (voir le couple stratégie/tactique) : Yves Jeanneret en retient surtout trois questions : le caractère discontinu de la communication, la plasticité de ses objets et l'hétéronomie de ses logiques. Enfin, le point de vue sémiologique de Roland Barthes qui explore la surdétermination des formes signifiantes : la sociologie de la triviale engage nécessairement son auteur dans l'interprétation et l'étude du *Guide bleu* laisse dire à Roland Barthes qu'il produit de la *doxa*. Sélectionnant uniquement les éléments en adéquation avec les valeurs qu'il véhicule ; les regards individuels sont conditionnés par les normes préexistantes de représentation. L'altération n'est donc pas, selon Yves Jeanneret, un accident mais une réalité structurelle : « Il n'existe de culture qu'altérée ».

L'analyse de la triviale exige une réflexion théorique sur la nature même des processus de communication, notamment ceux qui sont médiatisés par des objets et des dispositifs. C'est l'objet du quatrième chapitre qui relève une hétérogénéité et une discontinuité des processus, au rebours des conceptions courantes de la communication comme opération régie par une rationalité globale : la discontinuité de la communication est d'ailleurs un des fils rouges de cet ouvrage. Ses conséquences, à savoir la relation entre faits de transport et faits de sens, l'interposition médiatique et le rôle des savoirs ordinaires sont ici discutés.

Enfin, les pratiques de communication qui concernent les êtres culturels sont doublées sur un plan imaginaire et normatif : fait des représentations de ce qu'est la triviale et de ce qu'elle devrait être. Yves Jeanneret aborde cette construction des normes du trivial à partir de trois catégories structurantes : le symbolique ou la prise de position sur la valeur des objets ; le populaire ou la destination sociale des êtres culturels ; le public enfin, ou la représentation de leur mise en visibilité. Ce dernier chapitre est particulièrement révélateur de la richesse des perspectives ouvertes par la notion de triviale ; la figure du symbolique, qui implique la question de ce qui mérite d'être diffusé, est abordée à partir

du patrimoine et de la patrimonialisation qui réduit trop souvent la dimension temporelle à son aspect historique – « d'un point de vue communicationnel, (le phénomène qu'il décrit) ne correspond pas à la *dégradation*, mais bien au contraire à *l'invention* du patrimoine ». Le populaire questionne l'altération supposée des objets du fait de l'écart social : à partir de la notion de « divulgation », Yves Jeanneret relève trois topologies – dont l'analyse est passionnante (la diffusion et la dénivellation ; le rassemblement festif du théâtre ; la proximité et l'horizontalité) – qui parcourent l'histoire des discours ordinaires. La question du public est l'occasion d'une relecture des deux grands articles de Kant qui fondent la démarche de Jürgen Habermas. Ce chapitre s'achève sur la figure de l'auteur qui fait le lien entre les dimensions symbolique, populaire et publique, d'une part, et de l'autre résulte « d'un ensemble de manipulations effectives de l'image, du récit, du portrait ».

Ce livre foisonnant demande évidemment à son lecteur une attention soutenue, du fait qu'il condense une somme considérable de perspectives et d'ouvertures. C'est d'ailleurs ainsi qu'il doit être lu : comme une proposition méthodologique pour l'analyse des phénomènes triviaux et une invitation aux chercheurs à confronter leurs observations et leurs analyses.

Jean-François Tétu
ELICO, université de Lyon
Jean-Francois.Tetu@univ-lyon2.fr

Zakaria LINGANE, *Mémoire et génocides au XX^e siècle*. Laval, Les Presses de l'université de Laval, coll. Mémoire et survivance, 2008, 168 p.

Comment comprendre le crime de génocide ? Peut-on expliquer ce crime hors du commun ? Comment le distinguer d'autres massacres de masse ou de crimes contre l'humanité ? Si ce ne sont ni l'ampleur ni la forme d'une tuerie qui en font un génocide, comment le définir ? Pourquoi le XX^e siècle a-t-il été qualifié de « siècle des génocides » ? Peut-on véritablement prévenir le génocide ? Quelle place consacrer au « devoir de mémoire » pour qu'il ne se reproduise pas ? Tel est l'écheveau resserré des questionnements que l'auteur de cet ouvrage synthétique se propose de traiter dans une double perspective pédagogique et historique.

Sans prétention apologétique ou idéologique d'une explication universelle des massacres, Zakaria Lingane se fixe l'objectif de participer à la transmission de

la mémoire du génocide. Pour lui, le génocide est « une invention humaine, tout comme la bombe atomique dont la finalité est la destruction massive de communautés entières » (p. XI). Ce potentiel de destruction sourd en chaque nation et en appelle à une éducation des peuples pour un esprit de tolérance humaine et religieuse. Ainsi l'auteur destine-t-il son livre à l'enseignement humaniste, en essayant de repenser l'action pédagogique de l'enseignement des génocides dans le prolongement de ses activités au sein de la Fondation de la tolérance au Québec. S'il est vrai que le thème a suscité la publication de centaines de livres, de milliers d'essais et d'une foule de documents, y compris cinématographiques et électroniques, le livre de Zakaria Lingane se voudrait vulgarisateur par la synthèse des principales sources documentaires qu'il a pu rassembler pendant des années. Enfin, cet ouvrage apporte au lecteur peu spécialisé une connaissance plus large de la nature des actes génocidaires, des conditions de leur réalisation et des mesures de prévention ou de répression.

Malgré la complexité du sujet, Zakaria Lingane honore fort bien son projet. Il commence par situer le terme « génocide » dans son contexte historique d'origine et attribue son étymologie au juriste américain d'origine juive polonaise Raphael Lemkin qui, à la fin de la Seconde Guerre mondiale (1944), combine le mot grec *genos* (la race ou la tribu) et le mot latin *cide* (tuer) pour qualifier la gravité du crime d'éradication intentionnelle d'une population, en l'occurrence la Shoah initiée par l'Allemagne nazie. L'application de la notion à des situations historiques hétérogènes suscite de nombreuses objections et débats passionnés, si bien que l'auteur s'appuie sur les statuts des conventions internationales et des exemples pour dénoncer l'emploi abusif du terme et clarifier les concepts tels que « crimes de guerre », « crime contre l'humanité », « génocide ». Sous la plume de ce docteur en anthropologie-ethnologie, le nombre de victimes, la matérialité des faits, et la preuve de l'intention constituent les critères utilisés pour définir et reconnaître un génocide. Les cas problématiques tels que les catastrophes, les famines, les « endogénocides », les massacres à « caractère génocidaire » sont élucidés, sources documentaires à l'appui.

Dans sa quête des points communs et les particularités des génocides, cet ancien coordonnateur de la Fondation de la tolérance (organisme socio-éducatif consacré à la promotion de la pluralité dans la société québécoise) marque un temps d'arrêt sur les génocides reconnus par l'ONU, avant d'analyser les